

**La Ferté Saint-Aubin (45240) le 9/02/2019**

*NB : Les contributions listées ci-dessous sont la retranscription littérale, par les rapporteurs, des débats qui se sont tenus par tables de 8/10 personnes, sur 8 tables au total, pendant 2 heures et 30 mn, soit les contributions d'environ 80 personnes. Pour plus de lisibilité les contributions ont été rassemblées par grands sujets quand cela était possible.*

## **ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS**

### **Fracture numérique / accès aux services publics via le numérique :**

- Perte de relations humaines, dématérialisation excessive
- Pourquoi que du virtuel ?
- On nous oblige à utiliser internet sinon on paie
- Je suis du 3<sup>e</sup> âge et je ne sais trop me servir d'internet, bien pour s'informer, mais on est envahi.
- Tout est dématérialisé : tout le monde ne sait pas s'en servir + de plus on est sanctionné si on ne l'utilise pas pour payer ses impôts sur internet (0,2% d'amende si on ne le fait pas).
  - ⇒ Complexité pour faire sa carte grise sur internet
  - ⇒ Faire les devoirs sur internet = injustice sociale pour les familles qui n'ont pas internet
- La dématérialisation entraîne de l'injustice sociale
- Dématérialisation : plus de contact humain, pourquoi ne fonctionner qu'avec du virtuel ?
- Les anciens ne se servent pas d'internet, risque exclusion
- Suppression de postes avec la dématérialisation
- Impôt : obligation de déclarer sur le net sinon sanction
- Service des cartes grises dématérialisé : compliqué
- Pression sur les familles pour investir dans du matériel informatique
- Injustice sociale pour ceux qui n'ont pas internet, notamment dans l'Education pour les devoirs
- Développer les services internet et conserver les services publics actuels

### **Equité / justice sociale et fiscale :**

- Diminuer les dépenses de l'Etat, cf. gros salaires
- Etat = trop de masse salariale. Train de vie de l'Etat trop élevé (salaire, déplacements...)
- Valoriser les gens qui paient les impôts et ne pas dévaloriser les gens qui demandent de l'aide
- Diminuer les dépenses du gouvernement ; commencer par diminuer par le haut
- Arrêter les dépassements d'honoraires pour la santé
- Que les gens qui ne paient pas d'impôts en paient même modestement.
- La citoyenneté c'est payer les impôts y compris sur le revenu.
- Pour qu'il y ait services publics il faut des impôts, pour qu'il y ait des impôts il faut un consentement à l'impôt pour qu'il y ait un consentement à l'impôt il doit y avoir une justice fiscale et faire revenir les impôts non payés (GAFA...)
- Demande de plus de justice sociale, question des habitants sans abris ?
- Suggestion que ceux qui ont très peu de revenus paient quand même de l'impôt, proportionnellement (même 1 ou 2 euros)
- Etre citoyen c'est payer des impôts
- Donner la liste des entreprises qui ne paient pas d'impôt en France et les boycotter
- Pour avoir des services publics il faut des impôts, justice fiscale il faut faire revenir les impôts payés
- Valoriser les gens qui paient de l'impôt
- Arrêter les dépassements médicaux (médicaments, honoraires médecins)
- L'Etat devrait intervenir dans les salaires élevés du privé

### **Qualité, accessibilité et cout des services publics :**

- Comment ne pouvons-nous pas loger tout le monde ?
- Souhait : Maison de retraite sans but lucratif

- La Poste fermée le lundi, le trésor public fermé le mercredi ; la gare
- On voit trop souvent les services publics comme une dépense ; ça ne doit pas être traité comme des entreprises.
- Sauvegarde de l'hôpital public. On veut plus de services publics (éducation, santé, services de proximité)
- Ecoles : mettre des voies d'accès piétonnes
- Gratuité des transports
- Services publics doivent penser aux plus démunis, comme les handicapés
- Transporter les personnes âgées gratuitement
- Manque d'information sur les aides auxquelles on a droit (ex RSA...)
- Accès médiathèque gratuit
- Notre système public est fragile il faut le protéger
- Dangereux de mettre en parallèle les services rendus et les coûts que ça génère. Le recours à des prestataires privés ne garantit pas la neutralité.
- « Que la CAF soit moins agressive avec les administrés »
- Dignité des gens qui n'osent pas le dire et dorment dehors, donner les moyens d'aider les gens en détresse
- Fermeture des services publics ou ouverture minimale (la poste, impôts)
- Ne pas faire d'économies sur les services publics car l'humain est important
- Sauvegarder la santé publique
- Créer des voies pour piétons et accès pour les personnes handicapées (collège, écoles)
- Perte de sens du « service public »
- Arrêtons la gratuité des services publics
- La poste : disparition de l'humain car machine pour les timbres par exemple
- Diminution des masses salariales : inquiétant
- Etat des routes, réseau très abîmé ; argent des radars réinjecté pour améliorer les routes ?
- Mauvais état des routes : au lieu d'investir dans les radars investissons sur les routes
- Diminuer le nombre de personnel au sein de l'Etat
- Défendre les services publics : arrêtons de les supprimer
- Choc lettre du président Macron demande « quels services publics ne servent à rien »
- Quels services publics voulez-vous garder ? Tous
- Les habitants et usagers sont-ils assez informés sur les droits qu'ils ont ?
- Organisation de l'Etat : lourdeur administrative
- Pôle emploi pas très efficace ; grands locaux
- Hôpitaux : trop de fonctionnaires dans les bureaux, informatique et maintenance, pas assez de médecins et soignants
- Ouverture de lits supplémentaires
- Collège : en fin de 3<sup>ème</sup> développer les stages et les formations
- Ecoles primaires et collèges délaissés : manque d'adultes encadrants pour gérer les cas de violence, insolence. Enseignants seuls pour gérer. Ne pas supprimer le « directeur ». Grand manque de moyens humains
- Hôpitaux : plus d'humanisme, réduction de moyens catastrophique, revalorisation des salaires des infirmières
- Resserrer les dépenses publiques
- Contrôle sur les dépenses publiques : que deviennent les subventions aux associations ?
- Améliorer les dépenses en faisant moins de gaspillage.
- Simplifier les procédures administratives
- Pourquoi ne pas regrouper sur un même lieu des référents qui répondent aux questions des personnes ? (personnes âgées, demandeurs d'emploi, ...) – utiliser des locaux publics fermés
- Routes pas entretenues,

#### **Répartition spatiale des services publics :**

- 242 bureaux de poste à Paris. Pourquoi ne pas en mettre plus ailleurs ?
- Un service public doit être présent partout quel que soit le nombre d'habitants par commune.
- L'Etat a délaissé les villages : fermeture des écoles en fonction du nombre d'enfants.
- « Là-haut à Paris ils n'ont rien à faire de ce qui se passe en province ? »

- Transports ferroviaires insuffisants ente LFSa et Orléans dans la journée
- Plus de sécurité sociale à La Ferté Saint Aubin
- Diminution des services publics dans les petites communes (à venir le trésor public) qui va contribuer à la désertification des petites communes => exode vers les métropoles qui vont devenir des mégapoles.// en lien avec transition énergétique
- Arrêtons de supprimer les services publics
- Pourquoi la province est obligée de se déplacer ?
- Disparition des services publics dans les communes (diminution puis disparition)
- Bureaux de poste concentrés sur Paris : en mettre plus en province
- Différences entre les métropoles, les agglos et les petites communes
- Pas une question de nombre d'habitants pour avoir un service public
- Les provinces sont délaissées
- Transports très limités
- L'Etat délaisse les provinces avec la fermeture des écoles
- Manque de transports en province (bus, fréquence des trains)
- Développer les services de proximité
- Construire une maison « commune » regroupant les services de la poste, services publics sur un même lieu. Avoir un minimum de services dans les communes
- Créer des maisons médicales dans les territoires en déficit
- Installer des services de proximité
- Manque de banques et distributeurs de billets dans les petites communes
- Santé : manque de médecins, l'Etat doit investir dans la construction de maisons de santé
- Rendre obligatoire la règle de devoir des années de service dans les campagnes en contrepartie des études payées par l'Etat (étudiants en médecine)

#### **Organisation institutionnelle / rôle des élus / exemplarité :**

- Le poids des communautés de communes est trop important => redonner plus de pouvoir aux communes
- Nombre de députés et sénateurs à diminuer
- Le sénat est en vote indirect donc de l'entre soi. Quel est le rôle du Sénat car représentant des partis politiques avant de représenter les territoires ?
- Quelle est l'utilité du Sénat ?
- Absentéisme des députés et sénateurs => réduire le nombre et les obliger à être présents sur les commissions.
- Méconnaissance des députés par les citoyens sur les territoires. Députés sont déconnectés de la vie locale à cause du non cumul de mandat (avis non partagé). « Je ne me sens pas représentée par mon député »
- Discussion sur les modes d'élections :
  - ⇒ Eviter de faire coïncider les élections du Président et législatives car ne donne plus lieu à la cohabitation.
- Incompréhension sur le fait que les ministres ne connaissent pas le sujet du portefeuille qu'il a (ex le ministre de l'agriculture)
- Regroupement de régions devait se traduire par des gains mais toujours même masse salariale, sans mutation ; Mauvaise répartition des effectifs.
- Abolition des droits des anciens Présidents
- Les législatives doivent être déconnectées des présidentielles
- Vote de confiance au bout de 2 ans, scrutin direct.
- Vote présidentiel : scrutin un seul tour
- Rendre le vote obligatoire
- Coût du sénat et de l'assemblée nationale. Trop d'avantages.
- Méconnaissance de l'utilité du Conseil d'Etat, Cour des comptes, et autres instances.
- Comment savoir s'il y a trop de personnes dans les organes de l'Etat ?
- Pléthore de comités et d'instances (ex comité théodule, CESER, Hautes autorités, ..)
- Manque d'information sur l'organisation de l'Etat. Mille-feuilles de l'organisation.
- Mettre de la morale dans l'organisation de l'Etat : les politiques doivent être irréprochables.
- Déconnexion des hommes politiques envers les citoyens.

- Il ne doit pas y avoir de connivence entre les lobbies et les politiques
- Poids des communautés de communes : réduire pour redonner des compétences aux communes
- Elections séparées entre les présidentielles et les législatives
- Suggestion d'un vote de confiance au bout de 2 ans par rapport au programme
- Scrutin en 1 seul tour, tenir compte des votes blancs et des votes nuls
- Rendre le vote obligatoire ?
- Diminuer le nombre de députés et sénateurs
- Questionnement sur le rôle du Sénat
- Sénat plus productif que l'assemblée nationale ?
- Trop de va-et-vient entre les deux assemblées d'où l'interrogation sur l'intérêt du Sénat
- Lors des commissions absence des députés, sur les téléphones portables
- Député éloigné de la réalité du terrain
- Contre le cumul des mandats
- Cycle pour les votes trop rapproché, présidentielle/législative
- Peut-être faire des élections par tiers ?
- Les membres du Gouvernement, de l'Etat, ne connaissent pas les services publics car trop éloignés du terrain (ex : ministre de l'Agriculture ne connaît pas le monde des fermes)
- Le regroupement des régions devait se traduire par des gains ; rien n'a changé
- Diminuer les avantages des sénateurs et députés pour faire des économies
- Comités et bureaux d'instance à outrance, pas assez de transparence
- Manque d'informations sur l'organisation de l'Etat
- Train de vie de l'Etat trop élevé : salaires, avantages, coût des déplacements... ;
- Remettre de la moralité dans l'Etat, il faut que les politiques soient irréprochables
- Aucune accointance entre les lobbys et les politiques, revenir à une droiture !
- « Mépris des politiques vis-à-vis des citoyens ». Ils sont déconnectés.
- Trop de collectivités territoriales : millefeuille trop épais qui génère des dépenses supplémentaires
- Régions : quels bénéfices suite aux réformes ? quelles économies ?
- Préfectures : quel intérêt de conserver des sous-préfectures ?
- Cumul des mandats : salaire proportionnel au temps passé pour chaque mandature
- Trop d'avantages pour les élus au niveau national : retraites touchée au bout de 5 ans pour des parlementaires, salaires, etc.
- Sénat/assemblée nationale : fusion ?
- Rôle d'un préfet : pas élu mais choisi
- Préfets et ambassadeurs sans postes mais rémunérés
- Cour des comptes : elle n'a qu'un avis consultatif mais devrait avoir un pouvoir de sanction
- Conseil économique et social : à supprimer (faux experts)
- Supprimer les agences gouvernementales inefficaces, faire un audit des 548 commissions existantes qui distribuent les subventions
- Supprimer les retraites des présidents et leurs avantages (voiture, secrétaire, etc.).
- Casier vierge obligatoire pour les élus
- Demande de décentralisation du pouvoir de décision
- Les communes doivent avoir plus de pouvoir de décision (ex : limitation de vitesse)
- Réduire le nombre de ministres et secrétaires au niveau de l'Etat et diminuer leurs salaires et leurs frais
- Diminuer le nombre de députés et sénateurs (ex : réduire de moitié les 577 députés)
- Diminuer les avantages de tous les élus
- Réduire le train de vie des élus
- A quoi servent les observatoires ?
- Nombreuses commissions créées et rémunérées pour des personnes déjà rémunérées ou retraitées

#### **Services publics et rôle du secteur privé :**

- Arrêter de privatiser les biens de l'état (aéroports, barrage, autoroute.....)
- Ne pas privatiser la santé, l'éducation, les transports.
- Ne pas ouvrir les transports ferroviaires à la concurrence
- Il faut diminuer les dépenses de l'Etat afin de réinvestir dans les services publics.

- Danger du transfert de mission de service public au privé, car pas de neutralité et de valeurs comme les fonctionnaires
- Les mutations fonctionnent bien dans le privé mais très mal dans le public
- Refuser la privatisation de la France
- La SNCF doit redevenir un service public, comme la Poste
- Arrêter de privatiser toujours les endroits où il y a de l'argent
- Externaliser les emplois logistiques et bureautiques
- Inciter les banques à développer leurs services dans les petites communes
- Pourquoi suivre le programme de l'Europe qui supprime les services publics pour les privatiser ?